

TEXTO 1**L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉDUCATION, UNE PRIORITÉ PUBLIQUE ET PRIVÉE**

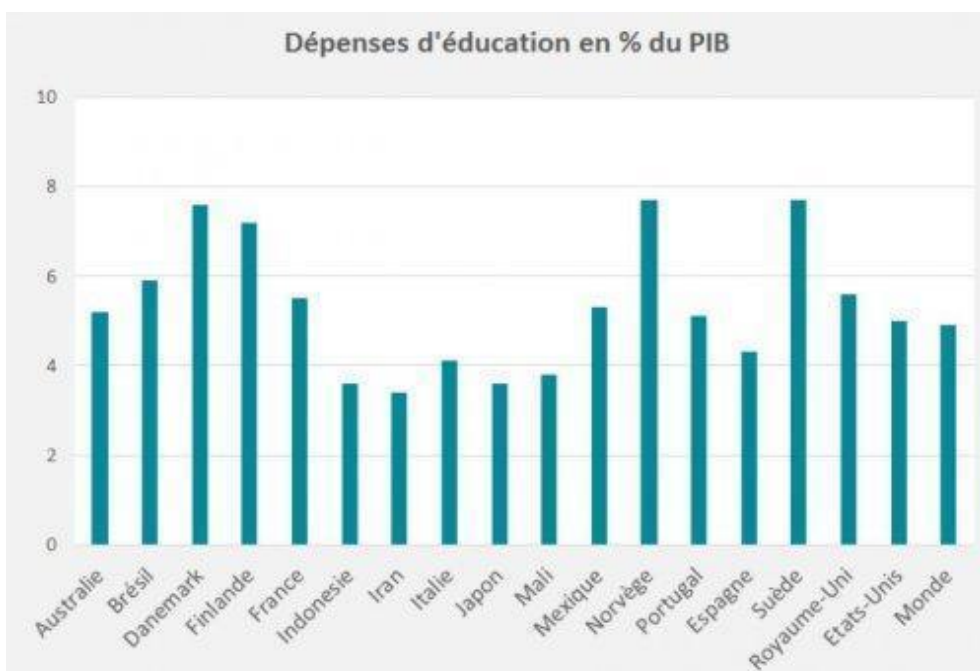
L'avantage économique à long terme (pendant la vie professionnelle, hors retraite) pour une personne qui a terminé des études supérieures s'établit à plus de 250 000 USD pour un homme et de 150 000 USD pour une femme. Ce gain financier tient compte des coûts associés à des études prolongées...

L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉDUCATION, UNE PRIORITÉ?

Le développement de l'éducation apparaît comme un objectif relativement consensuel à la fois au niveau des Etats et des instances internationales car au travers de l'amélioration de l'éducation et de la formation des individus, plusieurs objectifs peuvent être visés : aide au développement, lutte contre les inégalités, développement humain, lutte contre le chômage et la pauvreté, ...

En 2016, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 5% de leur PIB au financement de leurs établissements d'enseignement, du primaire au supérieur. Ce poste représente en moyenne 14% des dépenses publiques mais ce niveau s'avère très variable d'un pays à l'autre et représente beaucoup plus pour certains pays émergents. Si l'on regarde la zone euro, les dépenses publiques d'éducation représentent en moyenne 5,1% du PIB de la zone mais là aussi les disparités sont fortes; elles vont de 3% pour certains pays de l'est à plus de 7% dans les pays du nord. Il est intéressant de souligner que les dépenses publiques d'éducation ont été relativement épargnées lors des coupes budgétaires qui ont suivi les crises de 2008-2011, ce qui montre le caractère particulier de ce poste de dépenses publiques. Entre 2008 et 2014, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté de 9% pour les pays de l'OCDE.

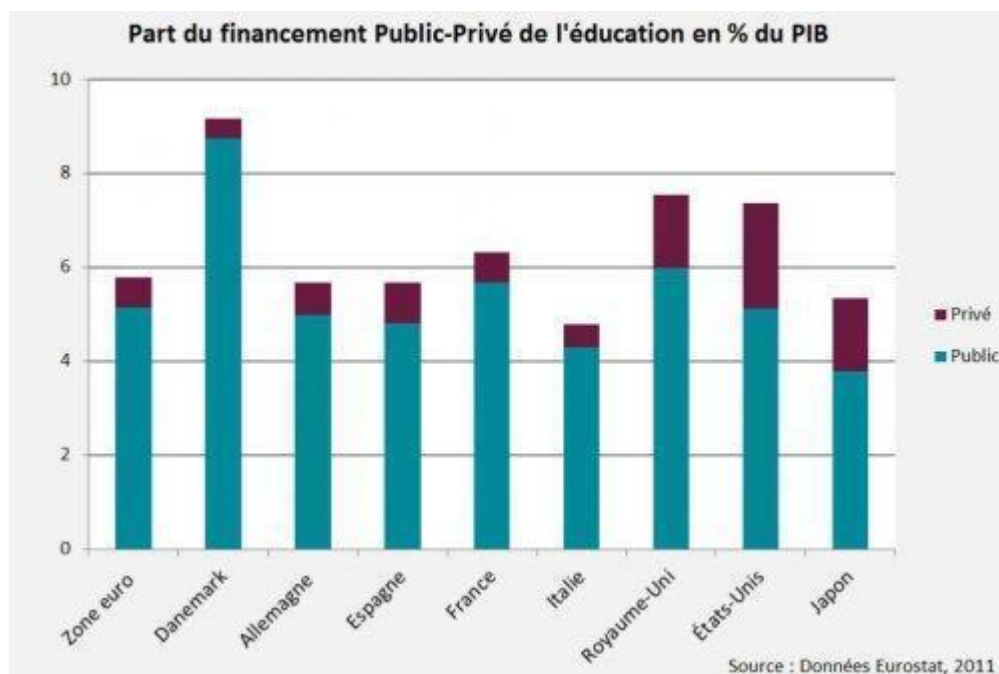
Enfin, même si les dépenses d'éducation des États peuvent être significatives, cela ne préjuge pas de leur efficacité en termes d'acquis des élèves, comme le montrent les classements PISA (Programme International de Suivi des Acquis des élèves). D'autres facteurs, tels que l'organisation du système d'éducation, entrent bien évidemment en ligne de compte.



Source: Données Banque Mondiale, 2016

PRIVÉ VERSUS PUBLIC?

Dans les pays de l'OCDE, les établissements d'enseignement restent en grande partie financés par les pouvoirs publics, même si la part des fonds privés a tendance à croître et devient plus significative dans l'enseignement tertiaire que dans le primaire ou le secondaire. En moyenne, 85% du financement des établissements primaires et secondaires, niveaux relevant de la scolarité obligatoire, proviennent directement de sources publiques. Cette proportion descend à 60% pour l'enseignement supérieur. La part privée représente près de 30% du financement de l'enseignement global en Australie, au Chili ou aux États-Unis mais moins de 5% au Danemark, au Luxembourg ou en Suède. Le financement privé ne se substitue pas au financement public mais vient le compléter. C'est notamment le cas aux États-Unis ou au Royaume-Uni où les dépenses publiques d'éducation représentent plus de 5% du PIB, soit la moyenne de l'OCDE, et sont complétées par des dépenses privées qui s'élèvent à 1,5% à 2% du PIB.



QUEL RETOUR SUR INVESTISSEMENT PEUT-ON ATTENDRE DES DÉPENSES D'ÉDUCATION?

Les travaux de recherche ne permettent pas de trancher sur la question de l'existence de relations stables entre les ressources allouées à l'éducation et les performances des élèves ou les performances économiques d'un pays. L'OCDE qualifie la relation entre le PIB par habitant et les dépenses d'enseignement de « complexe ». Cela étant dit, l'OCDE constate tout de même que l'éducation permet d'accroître la productivité et qu'il existe des rendements public et privé de l'éducation qui sont étroitement liés. L'élévation du niveau de formation tend à se traduire par une augmentation des revenus des individus, conduisant à un rendement privé. Les diplômés de l'enseignement tertiaire sont amenés à payer plus de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu et requièrent moins de transferts sociaux, apportant ainsi un rendement public.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement (recettes fiscales supplémentaires moins coût public des années d'études) dans la formation tertiaire s'élève à 154 000 USD environ pour un homme et 83 000 USD pour une femme.

L'avantage économique à long terme (pendant la vie professionnelle, hors retraite) pour une personne qui a terminé des études supérieures s'établit à plus de 250 000 USD pour un homme et de 150 000 USD pour une femme. Ce gain financier tient compte des coûts associés à des études prolongées (frais de scolarité et de subsistance, manque à gagner).

ENFIN, QUEL LIEN PEUT-ON ÉTABLIR ENTRE ÉDUCATION ET TAUX DE CHÔMAGE?

Pour les pays de l'OCDE, le taux de chômage des diplômés du supérieur est bien plus faible que celui des personnes ayant arrêté leurs études dans le secondaire, soit 4,1% vs 10,8%. Le taux d'emploi des adultes est de 83% chez les diplômés de l'enseignement supérieur contre 76% pour ceux de l'enseignement secondaire et seulement 58% chez ceux qui n'ont pas de diplôme du 2ème cycle de l'enseignement secondaire.

Ce lien est moins évident dans certains pays en voie de développement, du fait de leur spécialisation dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre ne requérant pas nécessairement de formation supérieure, ou bien de formations supérieures pas toujours adaptées aux besoins du marché du travail.

Fonte: Adaptado de: COHEN, Juliette. **L'investissement dans l'éducation, une priorité publique et privée.** Disponível em: <https://www.next-finance.net/L-investissement-dans-l-education>. Acesso em: 19 de maio de 2019.

QUESTÕES

1) Leia os seguintes excertos, retirados do 1º, do 6º e do 9º parágrafos do texto, respectivamente:

“L'avantage économique à long terme (pendant la vie professionnelle, hors retraite) pour une personne **qui** a terminé des études supérieures s'établit à plus de 250 000 USD pour un homme et de 150 000 USD pour une femme”.

“Cela étant dit, l'OCDE constate tout de même que l'éducation permet d'accroître la productivité et qu'il existe des rendements public et privé de l'éducation **qui** sont étroitement liés”.

“Le taux d'emploi des adultes est de 83% chez les diplômés de l'enseignement supérieur contre 76% pour ceux de l'enseignement secondaire et seulement 58% chez ceux **qui** n'ont pas de diplôme du 2ème cycle de l'enseignement secondaire.”

As palavras em destaque (QUI) têm como referente, respectivamente, os termos:

- (A) a terminé; sont; n'ont pas.
- (B) L'avantage économique; l'éducation; l'enseignement secondaire.
- (C) études supérieures; liés; diplôme.
- (D) une personne; rendements public et privé de l'éducation; ceux.

2) No 2º parágrafo do texto, são mencionados alguns objetivos que a melhoria da educação e da formação dos indivíduos permite alcançar. Qual das alternativas abaixo NÃO corresponde às ideias do parágrafo em questão?

- (A) Ajuda no desenvolvimento.
- (B) Luta contra as ilegalidades.
- (C) Combate ao desemprego.
- (D) Luta contra a pobreza.

3) No 2º parágrafo do texto, afirma-se que,

- (A) O desenvolvimento da educação é um objetivo dos Estados, mas não das instâncias internacionais, uma vez que cada Estado visa seus objetivos para o aprimoramento da educação.
- (B) O desenvolvimento da educação aparece como um objetivo relativo ao nível de fé nos Estados e nas instâncias internacionais.
- (C) Tanto para os Estados, quanto para as instâncias internacionais o desenvolvimento da educação é um objetivo a ser alcançado.
- (D) As instâncias internacionais visam objetivos para a melhoria da educação, porém os Estados não correspondem em nível suficiente e relativamente adequado.

4) Com base no 3º parágrafo do texto, assinale a alternativa INCORRETA:

- (A) as despesas públicas com educação sofreram cortes orçamentários após as crises de 2008-2011.
- (B) Entre 2008 e 2014, as despesas públicas em educação aumentaram 9% nos países da OCDE.
- (C) Na zona do euro, os gastos com educação podem variar de 3% a 7% dependendo dos países considerados.
- (D) Em média, 14% dos gastos públicos nos países da OCDE referem-se ao financiamento dos estabelecimentos de ensino, do nível primário ao nível superior.

5) De acordo com o 4º parágrafo do texto, está CORRETO o que se firma em:

- (A) Ainda que as despesas dos Estados, relativas à educação possam ser significativas, isso não garante sua eficácia em termos de aprendizagem dos alunos.
- (B) Sem significativas despesas dos Estados com educação, a aprendizagem dos alunos será ineficaz, como mostram os dados do PISA.
- (C) Outros fatores, tais como a organização do sistema de educação, serão levados em conta pelos Estados que não investem nas despesas com educação.
- (D) Ainda que fatores como a organização do sistema de educação sejam levados em conta pelo PISA, os dados evidenciam que somente um significativo investimento em educação pelos Estados torna eficaz a aprendizagem.

6) Com relação ao 5º parágrafo do texto, assinale a alternativa INCORRETA:

- (A)** Nos países da OCDE, o financiamento privado dos estabelecimentos de ensino é mais significativo que o financiamento público.
- (B)** Na Dinamarca, em Luxemburgo e na Suécia, o investimento privado representa menos que 5% do financiamento do ensino global.
- (C)** O financiamento privado não substitui o financiamento público, mas vem completá-lo.
- (D)** Nos países da OCDE, a porcentagem do financiamento privado é maior no ensino superior do que nos estabelecimentos do ensino primário e secundário.

7) Qual a comparação estabelecida, no texto, entre países como Austrália, Chile, Estados Unidos e Dinamarca, Luxemburgo, Suécia?

8) Com base no texto, explique de que maneira a educação propicia retornos econômicos do ponto de vista público e privado.

9) Qual é a comparação estabelecida, no texto, entre homens e mulheres no que diz respeito ao retorno econômico dos investimentos em educação?

10) Segundo o texto, qual é a diferença entre países da OCDE e os países em desenvolvimento no que concerne à relação entre educação e índice de desemprego? O que justifica tal diferença?

RASCUNHO

RASCUNHO